

## Conférence de presse de L'Opposition Messaoud Ould Boulkheir :

# "Nous sommes des traîtres par rapport à quoi ?"

**C**'est au siège de l'Alliance Populaire Progressiste sis à l'Ilôt L, qu'une dizaine de dirigeants de partis de l'Opposition (APP, RFD, FP, UFP, AJD, PLEJ, PUDS, PDLM, PTUN et le PCD non reconnu) ont choisi de tenir, le lundi 11 octobre 2004, une conférence de presse, animée par Messaoud Ould Boulkheir, président de l'APP. Même si, de l'aveu du leader de l'ex-AC, fraîchement désigné à la tête de l'APP, cette conférence de presse se veut une clarification de la position de ces partis exprimée dans leur déclaration du 9 octobre 2004, force sera de constater qu'elle donnait dans son fond et dans sa forme, la réplique à celle organisée vendredi dernier, par le Secrétaire Général du PRDS Boullah Ould Mogueya, dans laquelle il qualifiait certaines formations de l'Opposition de "valet de l'extérieur, de traître."

P: 3



Messaoud Ould Boulkheir

## Conférence de presse de L'Opposition

Messaoud Ould Boulkheir :

# "Nous sommes des traîtres par rapport à quoi ?"

Véritable surenchère d'une guerre de voix, de communiqués et de conférences de presse dont seule pâtit la Mauritanie et sa démocratie du fait qu'elle ne fait honneur ni au Parti au Pouvoir, ni à l'Opposition et ne s'inscrit même pas dans une circonstance électorale ni une conjoncture opportune, le pays faisant face à une menace de déstabilisation venue par de l'extérieur, la conférence de presse de l'Opposition était une énième confrontation verbale qui n'arrangeait personne. Surtout pas l'Opposition.

Le coup d'envoi était donc donné par un Messaoud Ould Boulkheir qui avait retrouvé sa véhémence. Entouré d'Ahmed Ould Daddah, Chbih Ould Cheikh Melainine, Mohamed Ould Maouloud, Bâ Amadou Alassane et les autres, Messaoud Ould Boulkheir, qui, après avoir remercié la presse, expliquera que la position de l'Opposition "était et est de refuser catégoriquement et de la manière la plus énergique d'imposer aux mauritaniens d'avoir à choisir entre la continuation et le maintien du statu quo tel qu'il est vécu aujourd'hui, continuer sous la ferrure d'un gouvernement anti-national, anti-démocratique, qui musèle les libertés, qui restreint de plus en plus les espaces de liberté, d'un gouvernement qui préside le délabrement de l'économie, qui érige en système la mauvaise gouvernance, d'un gouvernement très loin des préoccupations majeures des populations. Et d'avoir à choisir entre le changement par la violence. Nous ne sommes pas prêts et n'avons jamais été prêts, et il suffit de prendre nos comportements, nos attitudes face à toutes les frustrations, attaques et pressions que nous subissons de la part du Pouvoir, à prôner la violence. Les partis de l'Opposition ne sont pas du côté de la violence et que cela ne saurait être. Et ceci,

non pas que la violence ne soit pas à la portée du premier venu, mais parce que tout simplement la violence est antinomique de l'intérêt majeur du devenir de la Mauritanie. Et compte tenu de la situation particulièrement difficile que traverse ce pays; pour nous en tant que patriotes d'abord avant d'être des responsables politiques, nous avons pris cette position. Nous refusons d'être mis devant le fait d'avoir à choisir entre le maintien d'un statu quo d'une part et le changement par la violence d'autre part. Mais nous soutenons, conseillons, engageons et poussons vers la seule issue possible pour ce pays. C'est-à-dire l'issue démocratique, du dialogue, de la compréhension, de l'apaisement des tensions, l'issue de faire parler la raison au lieu de la passion. Ceci a toujours été et demeure notre position. Mais comme prévu cette position a été reçue de la manière la plus négative soit par certains caciques du régime, ou par le régime nous accusant d'être du côté des putschistes, d'être des traîtres. Traîtres par rapport à quoi ? Traîtres vis à vis de qui ? De notre pays ? Eh bien laissons au pays la faculté de s'exprimer et l'on verrait que ce que nous défendons, c'est ce qui va dans l'intérêt de ce pays et c'est ce que demande ce pays. Vis à vis du régime ? Nous n'avons jamais fait allégeance à un régime donné. Et donc ceux qui lui doivent fidélité dans leurs engagements, qu'ils continuent dans ce sens. Mais nous tenons à rappeler en terme de trahisserie que l'homme ou le système qu'ils veulent défendre a été mis à mal le 8 juin 2003 et ceux qui clament à la trahison aujourd'hui, on ne les a pas vu les pierres ou bâton à la main ou tout simplement la parole à la bouche pour prendre sa défense ce jour-là."

Passé ce premier flux de reproches, Messaoud Ould Boulkheir en viendra à

l'arrestation de Saleh Ould Hanena, mais aussi celle des islamistes. "Nous disons également que c'est en fait les arrestations continues dans le sillage de Saleh et compagnie et on tend à les élargir même à des personnalités au-dessus de tout soupçon. On a arrêté deux personnalités politiques et une personnalité religieuse et morale de ce pays, à savoir Jemil Mansour, Mokhtar Ould Mohamed Moussa et l'éminent Dedew qui ont toujours crié haut et haut fort leurs positions vis à vis des changements violents et de ce qui est bon et profitable pour ce pays, la concertation, le dialogue, la tolérance. Et dans ce cadre nous clamons haut et fort notre solidarité avec ces gens et exigeons leur libération. Cela d'autant plus que, semble-t-il, il y a eu un communiqué de la police pour dire qu'ils ne sont pas personnellement visés. Quand on n'est pas personnellement visé, on n'est pas arrêté. Et c'est l'occasion de dire que ceux qui ont été arrêtés, tels que les putschistes, comme on les appellent, doivent bénéficier de toutes les garanties juridiques que leur confèrent les droits nationaux et internationaux et ne doivent pas être soumis à des actes indignes."

L'essentiel a-t-il été dit? Quoi qu'il en soit, cette conférence de presse de l'Opposition, mélange de surenchère et de cri du cœur pour espérer une ouverture politique de la part du Pouvoir, a été le reflet de cette image plutôt agressive de l'Opposition qui souffre la chaud et le froid d'abord en tirant encore de plus belle sur le Pouvoir et le PRDS et ensuite cherchant la réconciliation. A-t-elle félicité les forces armées, les services de sécurité pour avoir réussi un coup de maître en arrêtant Saleh Ould Hanena, l'homme du mouvement du 8 juin 2003 que l'Opposition condamne en tant que moyen violent d'accession au pouvoir ?

Car à y voir de près, l'arrestation de Ould Mini, la découverte d'un tel arsenal de guerre introduit dans le pays pour tenter de renverser le régime, l'implication certaine de la Libye et du Burkina Faso, et l'arrestation de Saleh Ould Hanena, tout cela d'un coup joue en faveur du Pouvoir pour s'enhardir. Mais autant il s'en frotte les mains, autant l'Opposition pouvait exploiter cette circonstance que lui offre la succession d'événements aussi importants et historiques (l'Histoire retiendra ces événements et leurs dates) pour tenir, ne serait-ce que le petit doigt de la main du Pouvoir pour rester dans l'air du temps populaire. Un adage bien de chez dit : "la main que tu ne peux couper, embrasse-la."

A notre question de savoir pourquoi ne pas cesser cette surenchère, Messaoud répondra qu'ils ne veulent pas "jeter de l'huile sur le feu, bien au contraire. Nous avons prêché la modération, l'apaisement et de suivre la voie du dialogue et de renoncer à ces particularismes pour parer au plus pressé, au plus important qui est l'intérêt du pays. Nous n'avons pas le sentiment d'avoir surenchéri. Je lance le même appel que vous qui faut mettre fin à cette surenchère et cet abus de langages tels qu'ils peuvent s'exprimer ici ou là, et permettre justement d'enclencher le processus d'un apaisement qui puisse déboucher sur des solutions durables parce que nationales, patriotiques et démocratiques." A une autre question de savoir que propose l'Opposition pour entamer ce dialogue, Messaoud répondra que les partis ici présents réfléchissent à une plateforme de sujets à soumettre au Pouvoir pour en discuter avec ce dernier.

MOHAMED OULD KHATTAT